

N° 246
DECEMBRE
1985

B B R R S

Bulletin
édité par le Syndicat
National des Travaillistes
de la
Recherche Scientifique
(S.N.T.R.S. - C.G.T.)

ISSN 0180-5398

CP 50050

directeur de la Publication
A. MONTINTIN
57, avenue d'Italie

Spécial

Compte-rendu

**DU CONSEIL SYNDICAL
NATIONAL DU S.N.T.R.S.**

**DU 42^{ème} CONGRÈS
DE LA C.G.T.**

Conseil Syndical National

LE CONSEIL SYNDICAL NATIONAL DU SNTRS S'EST RÉUNI LES 28 ET 29 OCTOBRE DERNIER.

A L'ISSUE DES DEBATS DONT VOUS TROUVEREZ LE COMPTE-RENDU CI-JOINT, LES VOTES ONT DONNÉ LES RÉSULTATS SUIVANTS :

-- LE RAPPORT DU BUREAU NATIONAL A ÉTÉ APPROUVÉ PAR

29 POUR
1 CONTRE
5 ABSTENTIONS

-- LES DOCUMENTS PREPARATOIRES AU 42ÈME CONGRÈS DE LA C.G.T. ONT ÉTÉ ADOPTÉS :

. RAPPORT D'ACTIVITÉ : $\frac{32}{3}$ POUR
ABSTENTIONS

. PROJET DE DOCUMENT D'ORIENTATION : 32 POUR
 $\frac{32}{3}$ POUR
ABSTENTIONS

. PROJET DE PROGRAMME D'ACTION :
 $\frac{32}{2}$ POUR
ABSTENTIONS

PAGES 3 à 9

LE RAPPORT DU BUREAU NATIONAL AU C.S.N.

PAGES 10 à 14

LA DISCUSSION DU C.S.N.

PAGES 15 à 20

LE 42ÈME CONGRES DE LA C.G.T.

C.S.N. des 28 et 29/10

RAPPORT DU BUREAU NATIONAL, PRESENTE PAR RICHARD VARIN.

Chers camarades,

La journée nationale d'action du 24 Octobre lancée par la confédération n'était pas encore commencée que les commentateurs annonçaient "l'échec de la C.G.T." après avoir prévu un "Jeudi noir"...

Il y avait longtemps qu'une telle campagne ne s'était déchaînée autour d'une initiative syndicale, il est vrai qu'il faut remonter à 1980 pour voir une pareille action.

Cette formidable pression médiatique s'est exercée à assimiler motifs syndicaux à motifs politiques : C'EST TOTALEMENT INACCEPTABLE !

Comme s'il était besoin d'inventer des machineries politiques pour comprendre que l'extension du chômage, la mise en cause des rémunérations ou des garanties sociales peuvent conduire les salariés à se défendre !

Malheureusement il s'est trouvé des organisations syndicales pour se joindre au concert ...

Pour notre part, nous avons estimé que la décision de la C.G.T. pouvait être de nature à permettre l'expression d'une convergence nécessaire entre les travailleurs scientifiques et les autres catégories de salariés et c'est pourquoi notre B.N. a appelé les sections à saisir cette journée pour que s'exprime en premier lieu au niveau des A.D. et des Directions le mécontentement des personnels, en veillant à discuter et du contenu des revendications et du niveau de l'action avec le maximum de gens.

Cependant la façon dont a été décidée et préparée cette action a soulevé des questions autant au B.N. que dans les sections. En effet, c'est alors que nous nous engageons dans la préparation de l'initiative de l'UGICT que nous avons "appris" la décision confédérale. Le plus singulier est sans doute le maintien de l'action UGICT à laquelle est venue s'ajouter l'appel de l'Union Régionale Ile de France à préparer trois rassemblements au même moment et naturellement à des endroits différents ! Enfin une manifestation était décidée à 11 heures du matin à peine une semaine avant le 24, mettant en cause l'idée de convergence en rendant difficile toute initiative sérieuse au niveau de chaque branche avant la manifestation. Nous avons quand même échappé à une initiative de la FERC qui aurait dû se dérouler l'après-midi (fort opportunément repoussée).

L'UGFF a, pour sa part, décidé d'appeler à la grève malgré l'intervention d'organisations ayant traduit leur difficulté à mobiliser ...

Dans ces conditions, nous avons estimé que le plus sage était encore de ne rien changer à nos dispositions initiales, ainsi, au Quai Anatole France nous avons pu rassembler environ 200 personnes qui se sont rendues ensemble au cortège parisien.

Selon les informations qui nous sont parvenues des régions la participation a été généralement faible. Seuls Grenoble et Bordeaux ont appelés à des initiatives spécifiques. Au total, avec l'INSERM, ce sont quelques centaines de personnes qui ont participé à cette journée.

Il est clair que c'est très insuffisant.

Dans ce maquis de mots d'ordre, d'initiatives parfois contradictoires, il est compréhensible que des camarades se soient interrogés et interrogent les instances syndicales. Nous pensons qu'il sera nécessaire de répondre à de telles interrogations pour en tirer des enseignements bénéfiques pour toute la C.G.T. De même nous avons besoin d'un bilan sérieux sur la participation des salariés dans chacune des branches : c'est à ces conditions que l'on peut se mettre en état de mobiliser plus largement encore.

La préparation du 24 et ses résultats font apparaître la nécessité de veiller à ce que les adhérents et les personnels soient bien associés à la définition des actions. Ce sont des idées force qui ont été longuement débattues lors de notre dernière C.E. et nous avons pu vérifier qu'elles reçoivent un assentiment très large au cours des 90 réunions auxquelles nous avons pu participer depuis la mi-Septembre.

QUELQUES IDEES AUTOUR DU 42ème CONGRES ...

Affrontés à une situation d'une extraordinaire complexité, nous ne perdons pas notre temps si nous nous saisissons du 42ème Congrès pour nous donner un mouvement syndical mieux en adéquation avec la réalité des aspirations, de la diversité de tous ceux qui composent les effectifs de nos organismes de recherche. Nous avons commencé cet effort depuis quelques années et nous pensons qu'il serait dangereux d'y renoncer sous prétexte que les choses deviennent plus difficiles. Ces 90 réunions ont été l'occasion d'aborder la situation dans le pays autant qu'au CNRS (ou à l'INSERM) et de vérifier ce que les gens pensent des réponses syndicales aux problèmes de notre temps, comment ils voient les choses et comment ils peuvent enrichir notre pratique autant que nos analyses.

Nous pensons qu'il nous reste encore beaucoup à faire pour qu'ils aient une autre idée de nous et de la C.G.T. en général.

De ce point de vue le document d'orientation reste au milieu du gué. On y ressent une hésitation entre une démarche ouverte et la répétition de constats dont on ne sait pas bien à chaque fois s'ils traduisent l'état achevé d'une réflexion commune à toute la C.G.T. ou s'ils sont autant de pistes à explorer qui peuvent admettre une variété de réponses. Par exemple s'il est indiscutable que la situation s'est généralement dégradée pour une grande majorité de salariés, cette dégradation est loin d'être homogène. Tous les secteurs frappés ne le sont pas de la même manière.

Cela nécessite une approche plus fine pour comprendre sur quoi portent les mutations en cours, comment la physionomie de la production se trouve modifiée depuis quelques années et les conséquences que cela entraîne sur le travail autant dans son contenu que dans son organisation. La classe ouvrière s'est considérablement modifiée en quelques années et il n'est pas sûr que les problèmes de spécificité ne relèvent que de l'UGICT....

Les difficultés du mouvement syndical et particulièrement celles de la CGT (les nôtres) sont-elles inéluctables ? Tiennent-elles à "l'état d'esprit des gens" ? A l'évolution de la vie politique (notamment à gauche) ? au mouvement syndical ?

Probablement à tous ces facteurs à la fois, c'est ce qui complique la tâche de ceux qui cherchent à comprendre ! On retrouve naturellement trace de cette difficulté dans le document d'orientation.

Il est vrai qu'on ne peut suggérer une seule réponse à chacun des problèmes. La diversité est naturelle en quelque sorte.

Nous pensons qu'il faut encore progresser dans cette reconnaissance d'une C.G.T. plurielle, ce qui n'autorise pas d'analyse ficelée.

SUR LA CRISE

La crise constitue naturellement le cœur du document mais il nous semble qu'on gagnerait à être plus didactique et plus analytique en même temps : peut-on dire de la crise à la fois qu'"elle s'aggrave" et qu'"elle n'est pas fatale" ? Sans doute, mais il faut admettre que la succession de descriptions qui émaillent le document n'apporte pas toujours une vision contrastée de la crise. La crise se présente nécessairement comme un phénomène contradictoire porteur d'aspects totalement destructurant et destructeurs mais elle contient aussi les germes de son propre dépassement, elle est porteuse des mutations productives, sociales et culturelles dont il importe que nous soyons acteurs au risque de n'être le syndicat que de la partie la plus traditionnelle des salariés.

Notre discours sur le rôle possible des progrès scientifiques et techniques n'est pas en rapport avec un rayonnement suffisant de la C.G.T. parmi les catégories de salariés qui sont pourtant vecteurs de ce progrès : techniciens supérieurs, ingénieurs et cadres. De grandes mutations s'opèrent dont la caractéristique principale est le rapprochement entre travail manuel et travail intellectuel sans que nous parvenions réellement à y apporter une réponse syndicale satisfaisante, le nouveau salariat se configure sous nos yeux et le risque est grand pour la CGT, matrice historique du mouvement ouvrier français de ne pas réussir à s'adapter à cette nouvelle classe ouvrière.

Parallèlement à ces grands bouleversements le patronat exprime sa tendance naturelle à profiter de la situation pour remettre en cause les grands acquis de plusieurs décennies, il se trouve encouragé par quelques "grands esprits" qui prennent appui sur le caractère destructurant de la crise pour déstructurer tous les garde-fous arrachés au patronat. C'est évidemment inacceptable mais en même temps il n'est pas sûr que la meilleure réponse soit à chaque fois la défense : il est sans doute nécessaire de faire progresser notre réflexion sur la notion même de temps de travail en liaison avec les contraintes techniques de la production et l'enrichissement indispensable des formations, le tout en rapport avec de nouvelles formes d'organisation du travail.

Après tout il est "très syndical" de s'occuper des rapports de travail et du contenu même du travail qui touchent au cœur du procès de travail et il n'est pas certain que ce ne soit pas là que se trouve la source d'un dépassement possible des rapports hiérarchiques de subordination vers une nouvelle coopération dans du travail dont l'enjeu est la maîtrise de la production par les salariés eux-mêmes.

Aller dans cette direction peut être un moyen efficace de combattre syndicalement la crise avec un contenu de classe.

Il s'agit de disputer au capital sa domination à la source même du profit en partant des aspirations des salariés et des tendances à la reconfiguration du procès de travail. On retrouve cette idée très brièvement dans le chapitre sur les "solutions à la crise" mais on sent une difficulté à exprimer à la fois le champ du "politique" et du "syndical" comme s'il fallait distinguer la "lutte immédiate" de "l'issue de la crise". Il faudrait pourtant que nous parvenions à nous extirper de toute espèce de référentiel politique, surtout après l'expérience de notre engagement sur le Programme Commun...

Après tout, la relativisation du syndicalisme de la part d'un syndicat c'est risqué et dangereux parce que ça suggère que rien ne remplace un gouvernement favorable aux salariés, l'expérience récente est là pour témoigner des effets désastreux d'une telle ligne.

Au contraire, le syndicalisme peut avoir un contenu anti-crise, et par là même permettre des évolutions politiques favorables mais tel n'est pas son but. Sa force, son indépendance quelque soit la nature du pouvoir constituent une garantie pour les salariés et une mise en garde pour ceux qui sollicitent leur suffrage. C'est selon nous, une des grandes leçons qu'il nous faut tirer de ces dernières années en France et ailleurs.

Tout le monde doit se sentir bien à la C.G.T. On doit pouvoir aborder n'importe quelle question avec sa sensibilité sans "encourir le risque" d'être qualifié de "réformiste" ou de "gauchiste" ou d'autre nom d'oiseau. Il nous faut veiller à ce que cela soit partout la règle dans le SNIRS. Tout le monde doit se sentir bien à la CGT. L'indépendance syndicale ne s'exprime pas seulement par une liberté absolue vis-à-vis de tout parti ou courant politique, mais aussi à l'intérieur de la CGT et dans chacune des organisations de la CGT. De ce point de vue, nous ne pensons pas qu'il nous faille changer d'opinion. Au contraire, le fédéralisme qui repose sur une adhésion libre et volontaire de chaque organisation ne peut être remis en cause sous peine de centralisme dont on sait déjà qu'il est un obstacle à la diversité et à l'expression des spécificités qui constituent la plus grande des richesses de la CGT. Nous avons exprimé ces idées dans tous les congrès auxquels nous avons participé et nous ne sommes pas seuls sur une question aussi essentielle. Le dernier congrès de l'UGFF a traduit une très grande sensibilité des syndicats sur cette question et sur d'autres puisqu'il a conduit à ce que soient repoussés les projets de structures horizontales devant conduire selon nous à une super fédération de fonctionnaires. Malheureusement il semblerait bien que la mise en place d'Unions Syndicales Départementales soit commencée (dans l'Eure). Il apparaît que cette structuration rampante se fasse sans que la direction de l'UGFF n'intervienne pour rappeler les décisions du dernier congrès. L'indépendance syndicale c'est aussi la façon dont on tient compte de l'état de réflexion des syndicats et de leurs militants. Prendre en compte l'opinion d'un congrès et puis l'oublier quelques mois après serait une démarche risquée pour l'équilibre de la CGT et difficile à justifier. On peut affirmer que sur cette question comme sur la démarche générale dont je viens de parler, il existe un large consensus dans notre syndicat. Cela devrait nous permettre d'aborder avec une relative tranquillité ce débat finalement normal dans une grande organisation comme la CGT et de pouvoir consacrer l'essentiel de nos efforts au succès de notre activité syndicale.

LE BUDGET 86 ...

Le projet de budget 86 est une des données nouvelles apparues depuis notre dernière C.E.. La progression prévue pour la Recherche est de 8% en francs constants (dépenses ordinaires + autorisations de programme).

Quand on observe la progression en volume, l'insuffisance apparaît plus nettement : le Ministère de la Recherche et de la Technologie raisonne sur un taux d'actualisation de 4,2%, ce qui donne une progression réelle de 4%.

Comme on le redoutait, les incitations financières en direction des entreprises connaissent une progression particulièrement impressionnante (700 MF à 1 745 MF) grâce au doublement du taux de crédit d'impôt. Sans mettre en cause le principe d'une aide de l'Etat à la recherche industrielle, la question des critères d'attribution de ces aides se pose, de même que celle de la mesure de leur efficacité.

Au niveau de l'emploi, les 1 400 créations prévues par le Plan triennal sont respectées, ce qui correspond à un taux de progression global de 2,14%, pour les Chercheurs et Ingénieurs de recherche la progression sera de 3,1%, pour les ITA hors Ingénieurs de recherche de 1,62%.

Pour le CNRS le projet de budget 1986 devrait se traduire par une augmentation brute des autorisations de programme de 12% en valeur.

En réalité, cette augmentation doit être pondérée par l'impact des crédits consacrés au transfert du Centre de Documentation Scientifique et Technique en Lorraine : 13 MF en 1985 et 75 MF en 1986, auxquels s'ajoute le transfert depuis le budget de l'Education Nationale de crédits relevant d'activités liées au Programme Interdisciplinaire de Recherche sur l'Océan (7 MF ce qui rapporte à 8,7% l'augmentation en valeur des autorisations de programme (4% après défalcation du surcoût).

Une analyse plus détaillée de la subvention de l'Etat fait apparaître une croissance nulle de l'"équipement", et de 10,7% pour le "soutien des programmes" qui constituent la dotation globale affectée aux laboratoires depuis 1985 (réforme des EPST).

Cette dotation ou soutien de base connaît une croissance limitée de 6%.

Avec un taux de progression des emplois de chercheurs de 2,95% pour 1986, il est clair que le soutien de base par chercheur va diminuer.

Plus généralement on risque de rentrer dans l'hypothèse d'une croissance des crédits de recherche à 5% telle qu'elle figure dans le schéma directeur :

- Un rattrapage du retard en mini-informatique qui n'est pas assuré (36,5 MF en 86)
- Stagnation des grands équipements
- Une couverture du soutien de base plafonnée à 70% environ.

Il faudra attendre la ventilation des crédits par programme et secteur pour analyser avec précision les conséquences dans les différentes formations, mais il est déjà certain que pour certains secteurs le soutien de base va devenir problématique dans la mesure où les départements prioritaires (Sciences de la Vie, Sciences Physiques pour l'Ingénieur, Sciences Humaines et Sociales) n'ont pas de grands équipements, et peu de consommation de crédits "1/2 lourds" et vont donc exprimer leur priorité en consommant essentiellement du soutien de base.

Au niveau de l'emploi, on a une application du schéma directeur :
pour les chercheurs : 300 créations de postes, 154 transformations
pour les ITA : 244 créations de postes, 100 transformations.

L'ACTION REVENDICATIVE

avec le budget se trouve posée la question des moyens non seulement pour les programmes mais aussi pour le déploiement du nouveau statut, d'autant qu'on est dans la première année du Plan triennal. Dans ce cadre trois axes principaux méritent un examen attentif en liaison avec l'action revendicative :

- 1) L'emploi scientifique
- 2) Les restructurations
- 3) Euréka

L'emploi scientifique c'est d'abord une titularisation qui n'en finit pas, au point que les gens craignent qu'elle ne s'étire au-delà du premier trimestre 86.. Nous n'en serons pas si loin puisqu'à la fin janvier les choses ne seraient pas encore finies ! Plusieurs conséquences : la première c'est que ceux qui n'auront pas touché leur première paye de fonctionnaire se verront privés de la prime qui doit l'accompagner (manque à gagner INACCEPTABLE), la deuxième c'est que le retard pèse sur la mise en oeuvre globale du statut. Ce retard est aggravé par l'absence de décret sur les concours.

Pour ceux qui sont déjà titulaires, c'est le début des tracasseries administratives : un responsable administratif ayant lu dans le statut général que les agents accidentés du travail "avaient droit à remboursement" en a conclu qu'ils devaient donc avancer les frais ! Situation courtelinesque et déplorable puisqu'aucun des organismes publics auprès desquels nous nous sommes renseignés ne pratique de la sorte.

Pour les actuels partants en retraite, le Ministère des Finances refuse au CNRS qu'il leur avance des fonds !

Quant à la prime, il est manifeste qu'il existe le projet de la rendre totalement modulable dès le premier semestre 1986 (ceux qui ont dû battre en retraite sur l'indexation tentent une nouvelle offensive). Il est vrai qu'ils ont trouvé des adeptes à la Direction du Département des Sciences de l'Homme et de la Société qui a décidé au-dessus du Directeur de l'Institut National de la langue française de supprimer les primes (comme par hasard la plupart des sanctionnés sont de nos syndiqués !)

DISONS LE NETTEMENT NOUS NE SOMMES PAS PRES D'ACCEPTER UNE
QUELCONQUE REMISE EN CAUSE DES PRIMES, NI DE NOUS LAISSER
ENFERMER SUR LE THEME DES ACQUIS "DEMESURES" CHERS A M. DE CLOSET

Nous sommes parfaitement à l'aise pour conduire un débat avec ceux qui on refusé le seul moyen d'en finir avec une P.P.R.S. anachronique : l'intégrer dans les salaires à la faveur du nouveau statut.

Anachronique dans sa forme, faute de mieux elle reste un des palliatifs qui permettent encore au CNRS de pouvoir recruter des personnels de haut niveau devant les insuffisances des débuts de carrière du statut. Ce serait évidemment un recul sur le revenu de tous les ITA. La Direction a raison de faire allusion à la "sensibilité" des personnels sur cette question. Il est question de "ne rien faire sans concertation" ! Reste à savoir ce qui sera à négocier ? S'il s'agit d'une remise en cause il ne faudra pas compter sur nous !

Concernant l'intégration des 1/2 temps, le décret promis n'est toujours pas paru et la Direction se refuse à dire comment elle va régler la question. Le collectif 1/2 temps a apporté la réponse qui convient puisqu'il appelle à une nouvelle manifestation le 14 Novembre.

Rien non plus concernant les horaires décalés...

Par contre concernant la validation des retraites les choses ont progressé puisque la DPAS a adressé une circulaire aux AD les informant que selon le Conseil d'Etat les agents payés sur "ressources affectées" ne devraient pas être écartés d'une éventuelle validation pour la retraite" de même les vacations, le CNRS a soumis à l'agrément du MRF et du Budget un projet d'arrêté autorisant la validation à concurrence de 150 heures mensuelles.

En matière de politique de l'emploi, le CNRS vient de soumettre au Conseil Scientifique un "programme mobilisateur ITA" que nous allons publier dans un prochain BRS ainsi que l'ensemble des documents soumis au Conseil d'Administration et concernant la mobilité afin d'engager une réflexion approfondie de tout le syndicat sur ces questions, ce qui pourrait déboucher sur une journée nationale avant la fin de l'année. Le "programme mobilisateur" révèle un certain nombre de projets qui méritent un examen très attentif sur :

- 1) un plan de carrière et de requalification des ITA,
- 2) de nouvelles modalités d'application du régime indemnitaire
- 3) une évaluation professionnelle des ITA.

"Thèmes sensibles" à tous points de vue qu'il nous semble nécessaire d'appréhender en partant de la configuration actuelle du CNRS (extension des droits des CL qui restent encore largement sous-utilisés notamment en matière de suivi et d'évaluation des carrières, évolution possible du rôle du Comité National, commission mobilité dans le nouveau statut, rôle des jurys, poids des responsables de formations et contre-poids, rôle des CAP, rôle des concours internes etc.) autant de points de passage importants de la carrière sur lesquels nous avons des propositions constructives à faire et à faire valoir. Nous voyons là l'occasion de commencer les "travaux pratiques" sur le nouveau statut et surtout de mettre en oeuvre la démarche ouverte en direction des personnels, dont nous avons parlé à propos du congrès.

LES T.U.C.

Le recours de plus en plus fréquent à des TUC mérite à la fois une connaissance précise des endroits où ces jeunes sont affectés, des conditions dans lesquelles ils sont accueillis dans les formations et une prise en compte plus active de la part des sections. Nous avons eu l'occasion il y a quelques mois d'encourager le syndicat à les recenser avec un succès inégal en rappelant que pour nous le principe même des TUC n'est pas de nature à régler le problème du chômage parmi les jeunes et que nous étions en opposition avec cette mesure, en même temps nous avons rappelé qu'il était indispensable de veiller à ce que ces jeunes puissent "profiter" de leur passage au CNRS pour faire autre chose que des travaux mineurs; par exemple en transformant leur présence en stage de connaissance des métiers de la recherche ou bien en recevant des formations complémentaires utiles à l'amélioration de leurs qualifications. Des expériences de formation ont pu avoir lieu grâce à des formateurs membres du syndicat, mais nous sommes encore loin du compte. Il apparaît une tendance à substituer des TUC à des emplois permanents notamment de petites catégories : UNE TELLE PRATIQUE DOIT ETRE COMBATTUE SANS HESITATION, elle constituerait un retour aggravé au développement d'une population de HORS-STATUT. Combattre efficacement cette pratique n'est possible que si nous parvenons à gagner des embauches nécessaires. Renouvelons notre appel à un recensement des TUC afin que nous puissions disposer d'éléments solides lors d'une prochaine entrevue avec la Direction.

LES POST-DOC ...

Dernier volet de l'emploi scientifique : le projet de bourses "post-doc" au CNRS. De quoi s'agit-il ? Il s'agit de permettre l'accueil au CNRS pendant deux ans de titulaires d'un Doctorat sur des bourses cofinancées par le CNRS et des entreprises ou EPIC. Considérant notre position clairement exprimée de voir le CNRS assumer une mission de formation et de perfectionnement à la recherche (cf position de la CGT lors du Colloque Recherche, lors des négociations sur le nouveau statut du CNRS et notre dernier Congrès) nous avons approuvé le projet en partageant l'avis exprimé par le SNCS de veiller à ce que les entreprises embauchent les boursiers à l'issue de la formation. Le SNCS estimant que le danger existait de voir de nouveaux hors-statut conditionnés son acceptation à une obligation d'embauche de la part des entreprises et a voté contre.

Nous nous sommes trouvés séparés sur cette question comme nous l'avons déjà été sur la question des hors-statut : nous n'avons jamais considéré qu'il ne pouvait y avoir qu'un seul statut pour les personnels de la Recherche, un statut public et le "reste" formant des hors statuts. Nous maintenons cette position dans le cas des post-doc :

- 1) Il s'agit de personnes qui seront co-financées.
- 2) Ils percevront 13 000 F par mois
- 3) Le CNRS affirme que les dirigeants d'entreprises interrogés ont déclaré que les boursiers bénéficieront d'une priorité à l'embauche.

Nous ne pouvons pas prendre la responsabilité d'empêcher des gens d'être rémunérés pendant deux ans sous prétexte qu'ils ne seraient pas embauchés la troisième ou la quatrième année ! ou qu'ils mettraient en danger les personnels en place. Ce serait tout confondre : la lutte à conduire à l'issue de la bourse avec les syndicats des entreprises concernées, et la nécessité de contribuer à former des scientifiques pour l'industrie.

Notre divergence avec le SNCS porte moins sur le fond que sur une évaluation différente des risques. Il est vrai qu'il existe une espèce de "sous-tendance" d'Unité et Action dite "pour un syndicalisme de lutte" qui manifeste un intérêt marqué pour tout ce que fait le SNIRS et qui assimile notre position au CTP à celle de FO ou du SNIRS, allant jusqu'à assimiler les post-doc à des TUC (à 13 000 F par mois, ça fait cher le TUC !). Nos positions sur ces questions ne sont pas circonstancielles et même les camarades "pour un syndicalisme de lutte" doivent s'y faire : l'activité du SNIRS se décide au SNIRS.

TOUT DOIT ETRE NEGOCIABLE ...

Les restructurations en cours au CNRS provoquent un mouvement d'ITA évalué à 3% environ des effectifs totaux, ce qui représente un taux significatif et mériterait un examen attentif des causes et des modalités de ce mouvement en liaison étroite avec l'activité de nos élus dans les instances scientifiques. Redéploiements, con-

gés formation, réqualification, mobilité, politique de formation : autant de questions auxquelles il nous faudrait également réfléchir, apporter des propositions et bâtir des revendications mobilisatrices.

Dernièrement la Direction a fait connaître son intention de mettre en oeuvre une "réforme des services techniques et généraux" dans la lettre d'information !

On voit ainsi se profiler une tendance à l'autoritarisme totalement inconcevable : sous le mot d'ordre : "Je ne négocie pas ma gestion", on nous assène des décisions.

Nous ne voulons pas "négocier la gestion", nous voulons négocier tout ce qui constitue la phase préparatoire des actes de gestion.

D'ailleurs, la réponse du dernier Conseil d'Administration à la proposition de la Direction qui lui demandait d'introduire une directive de travail aux futures CAP en faisant de la clause de mobilité un critère d'attribution des échelons accélérés (ce qui est de plus anti-statutaire) a été de refuser une immixtion dans ce qui relève de la négociation.

Nous nous opposerons à TOUTE DECISION CONCERNANT LES SERVICES TECHNIQUES OU GÉNÉRAUX qui n'aura pas été préalablement NEGOCIÉE.

Nous avons tenu une première réunion il y a quelques mois sur cette question, nous proposons d'aller vers une CE préparée par un débat sur la base d'un document élaboré par un groupe de camarades ayant participé à la première réunion. A notre demande la Direction recevra les syndicats prochainement. Il est inutile d'insister sur la nécessité de mettre tous les personnels concernés dans le coup.

EUREKA

Projet d'agence de coordination de la recherche européenne annoncée par le gouvernement français, Euréka influencera obligatoirement la politique nationale de recherche et par voie de conséquence le CNRS.

Pour nous le problème n'est pas d'être pour ou contre Euréka, mais d'évaluer le contenu du projet, sa signification et ses conséquences en partant de nos orientations, et de créer les conditions d'une participation des travailleurs au choix et à leur mise en oeuvre.

De quoi s'agit-il ? Il s'agirait de mettre en oeuvre des programmes de recherche et des coopérations industrielles sur des thèmes porteurs devant déboucher sur des produits de haute compétitivité sur lesquels risque de se jouer la maîtrise des marchés industriels dans les années proches.

La France a élaboré 24 propositions de programmes organisées autour de cinq axes stratégiques : Euromatique, Eurobot, Eurocom, Eurobio, Euromat.

Sans entrer ici dans le détail, personne ne peut nier ni le caractère stratégique des programmes, ni leur pertinence. Certains voient dans Euréka une opération de camouflage dont l'objectif inavoué serait de rattacher l'Europe au projet IDS des U.S.A.. Il est cependant permis de penser que si tel était le cas on comprendrait difficilement les raisons des divergences qui apparaissent entre les européens précisément entre partisans d'Euréka et partisans d'IDS ... Ce qui paraît évident, c'est que l'affirmation du caractère civil d'Euréka de même que le caractère autonome du projet, nécessitent une pression syndicale pour ne pas dévier.

Au delà des réflexions idéologiques que peut susciter le projet, il existe des points de repères objectifs dont le principal est de loin le programme américain IDS.

A partir d'un objectif militaire clairement avoué : la suprématie militaire : dans le domaine spatial, les Etats-Unis lancent un défi sans précédent à l'ensemble des nations. Un défi à la paix en même temps qu'un défi industriel et technologique. Car nous savons bien que les technologies sont ambivalentes, tout ce qui est en préparation va déboucher sur des armes d'un type nouveau et sur des produits industriels à haute valeur technologique.

Les Etats Unis ont ainsi décidé de consacrer 50 milliards de dollars à leur programme dont 26 milliards dans les quatre premières années (3,7 milliards dès 1986).

On est tenté de se féliciter de voir l'Europe se préparer à affronter les prochaines années en se donnant des atouts technologiques. On peut même penser que la résistance de l'Europe à l'IDS est un enjeu de classe et un objectif pour le mouvement syndical.

Euréka peut représenter un point d'appui non négligeable de cette résistance si on s'y prépare.

Dire cela ne signifie pas qu'Euréka est un "acte de résistance", ni qu'il faille se limiter aux orientations d'Euréka. Au contraire ce serait plutôt un encouragement à faire des propositions syndicales de caractère offensif.

Il semble que des pays comme l'URSS, la Bulgarie, la Hongrie, la Yougoslavie ou la Chine voient dans Euréka un moyen possible d'éviter une suprématie américaine. Il y a dans cet intérêt extracommunautaire une base pour élargir les coopérations non seulement à l'Europe de l'Est, mais aussi en direction des pays du tiers monde qui devrait nous conduire à insister sur l'orientation d'Euréka.

Nous avons eu l'occasion de développer ces idées lors d'une réunion confédérale et nous avons pu vérifier qu'un nombre appréciable de syndicats et de fédérations développent une approche analogue à la nôtre. On ne gagnera rien à des démarches simplificatrices.

Les faits sont têtus : depuis plus de dix ans le taux de croissance de la production de biens de haute technologie en Europe n'a augmenté que de 5% contre 7,5 % aux USA et 14% au Japon. On sait que lorsque les américains dépensent 100 milliards de dollars par an pour les recherches technologiques civiles avec un taux de progression d'environ 10% par an, l'Europe dépense un tiers en moins avec une progression moitié moins rapide ! Il faut y faire face avec efficacité et rapidité au risque de mettre en cause notre indépendance.

Nous ne sommes pas en état de dire aujourd'hui si Euréka en est capable, mais nous ne pouvons pas faire l'économie d'une étude approfondie des projets, des propositions et des axes de luttes qui en découlent.

On dispose déjà de points de repère comme ESPRIT ou RACE pour savoir ce qu'il ne faut pas faire. Si les gouvernements se désengagent trop ce seront les multinationales qui définiront seules les thèmes. Ce risque est réel pour Euréka, qui risquerait d'évacuer des sujets intéressants en focalisant tous les financements sur des sujets trop pointus.

Arrêtons là la "liste des risques", en n'oubliant pas celui de la militarisation des recherches. Mais c'est aussi affaire de lutte.

Le CNRS est concerné dès l'année prochaine puisque 50 MF sont inscrits au budget 86 pour Euréka.

Plusieurs questions surgissent déjà : Est-ce que le Comité National va être associé ? Quelle forme va revêtir la coopération ?

Si c'est sur le modèle "Bruxelles" c'est à dire la bureaucratie sans concertation, ce sera inacceptable. Ne faudrait-il pas imaginer la création d'Instituts par thème, relevant d'une décision et d'un contrôle gouvernementaux, bi- ou multinationaux dans lesquels les organismes nationaux s'engagent à partir de leurs compétences et de leurs propres prospectives du type ILL ou CERN ?

En tout état de cause, nous avons un gros effort d'information, de sensibilisation et de proposition à faire dans ce domaine. Le Bureau National a estimé qu'il fallait aborder toutes ces questions de façon ouverte et sans a-priori avec les personnels du CNRS.

J'ai commencé par l'action du 24, je terminerais sur les actions qu'il nous reste à conduire. Il est évident que la plupart des questions qui viennent d'être évoquées et particulièrement celles qui relèvent du statut et de l'emploi ne peuvent évoluer que si les personnels en font leur affaire, donc si nous savons les convaincre d'agir. La CFDT nous a proposé une rencontre à laquelle nous comptons nous rendre pour évaluer s'il existe des possibilités d'action commune. Le 24 nous aura permis de prendre date et d'amorcer une relance des actions, mais nous sommes encore loin de ce qu'il faudrait pour espérer faire progresser quelques-unes des revendications les plus cruciales comme les moyens en postes permettant la résorption des déclassements ou la non-modulation des primes.

Je terminerai en disant que nous souhaitons que ce CSN soit une contribution importante au développement de l'action.

==

DISCUSSION DU CONSEIL SYNDICAL NATIONAL

F. DI GIUSTO (Région de Montpellier 13ème circ.) évoque les problèmes de la prime (lettre aux AD de la DPAS), la dégradation du pouvoir d'achat, et précise que dans la région Languedoc - Roussillon le 1/4 de la population active est en chômage. Reproche au B.N. de ne pas avoir dit que le rapport adopté par la dernière C.E. faisait partie de la discussion, considère qu'il faudrait pouvoir démontrer par les documents CGT de l'époque que le gouvernement avait "abandonné son propre programme" au profit du programme commun. Elle regrette enfin que la responsabilité du gouvernement ne soit pas évoquée dans le rapport au CSN.

G. MORETTINI (Région de Grenoble 11ème circ.) ressent l'existence de distensions dans le syndicat, et demande que les camarades qui ne feraient pas confiance dans la direction du syndicat le disent et pourquoi. Il n'a pas de désaccord profond. Sur l'UGFF : elle ne prend pas en compte les différences de position. Pas d'accord sur l'idée d'une incohérence du Plan triennal. C'est une démarche voulue. Regrette de ne pas avoir assez d'éléments sur "les retards de la titularisation". Sur la prime : si les gens touchent leur prime sans problème ce semestre, ils ne bougeront pas. Sur le 24 : une des plus faibles mobilisations à la différence des autres secteurs (sauf la Fonction Publique). Les TUC : est réservé sur l'idée de les former dans la mesure où l'on n'arrive déjà pas à former les gens du CNRS. L'emploi : en difficulté, parce qu'on leur offre les moyens d'embaucher des personnels sur contrat. Que faire ? Risquer des hors-statuts ?

Euréka : s'interroge sur l'idée d'Instituts par thèmes, l'ILL est une vitrine... la notion de coût critique ne peut pas être le seul déterminant. Il y a des connotations "intégration Européenne"...

FITOUSSI (Région de Paris B 2ème circ.) pense qu'il y a une tentative d'imposer la flexibilité au CNRS. Il propose une mobilisation sur le mot d'ordre "Non au plan CURIEN-PAPON".

STEINMETZ (CE) a assisté au "Salon des technologies du futur" (Toulouse). Curien s'est exprimé sur Euréka :
1) Faire coïncider Europe des PIB, des populations avec Europe des technologies. Pas de connotation militaire. Financer la fabrication de biens à condition qu'il y ait marché et financement Européen à l'exclusion d'actions franco-françaises.
-financement des projets par le public de 20% à 80%;
-les groupes d'abord.
Il y a volonté de créer une intégration Européenne dans les domaines technologiques.
Pistes de réflexion : que veut dire "intégration technologique", "transnorma".

Le 24 : faible participation. Peut-être eu tort de bâtir notre intervention essentiellement sur la situation économique de midi-Pyrénées où il rappelle que la moitié des chômeurs se trouvent dans des entreprises à haute valeur technologique Il faut des éléments sur la crise. Lors de la réunion de préparation du 24 les thèmes sont venus : collusion PC-CGT, la France vit au dessus de ses moyens. Autres syndicats : les militants sont complètement désinformés.

C. LOUIS-CALIXTE (CE) n'a pas de désaccords avec le BN. Mais s'il y en a ici, il faut le dire. 70 sur 380 pour préparer le 24. Le 24 a été un succès interprofessionnel à Bordeaux.

Dans la manif, 13 du CNRS (pas la moitié du bureau) manif spécifique de l'après-midi : 40. Les gens estiment que la titularisation est réglée et qu'ils toucheront leur prime ! Ils sont passionnés par leur dossier de retraite. TUC : on a fait une enquête.

P. BOUYRIES (Région de Bellevue 5ème circ.) attendra le prochain Congrès pour voir s'il y a une ouverture réelle du syndicat. A l'aise sur le thème de l'indépendance de la CGT et sur le programme commun (...) Problème quand la CGT Renault a des actions qui conduisent à supprimer des emplois en Espagne. Où est la tradition ouvrière de solidarité ? Au CNRS : il y a un plan cohérent : reconversion, redéploiement, mobilité. Voir le "programme mobilisateur ITA". Les primes : vers une individualisation du salaire comme le CNPF. Tout ça dans le cadre de la titularisation. Services techniques et généraux : pas seulement un problème de sous traitement, c'est une "dénationalisation". Le "ticket modérateur" : c'est la destruction du CNRS par le biais de l'"autonomie financière". Cf. le démantèlement des garages aux PTT. Sur la rentabilité : il y a une discussion à conduire. TUC : lié à la disparition des 7B. Ça a été préparé avant 81. Faire une analyse globale. Le BN est paralysé par son soutien à la titularisation en oubliant le contenu. Le sous-classement, la situation des administratifs, la prime ne sont que le résultat d'une application perversité : c'était prévu dès le départ ! C'est lié à une attaque globale contre la Fonction Publique. Le 24 : pas une vraie mobilisation. C'est venu après la journée de la SNCF, Renault le Mans (c'était bien parti et puis on a empêché les travailleurs de décider eux-mêmes) puis c'est la grand messe du 24.

J. LACOUR (Région de Paris B 2ème circ.) le rapport est contorsionniste. Dire clairement où sont les désaccords avec la CGT. Le clarifier sur les problèmes de la crise. Action : laisser les autres organisations de côté. Pas les dédouanner. Pas engraisser le réformisme latent qui existe chez les gens.

L. MALLET (Section Nationale des Retraités) évoque les problèmes de l'activité de la section nationale des retraités et propose une conférence nationale.

G. BIREBENT. (Région de Gif-Orsay 4ème circ.) Le 24 : 4 assemblées à Gif, d'accord avec Lacour sur démarche intersyndicale. Le 13 juin, on n'a pas rassemblé plus. Pas entièrement d'accord sur le rapport. Mandaté pour m'abstenir sur le rapport de la C.E. Les luttes se développent dans le pays, le gouvernement condamne des militants, il y a même condamnation des actions par le syndicat. Crise : oui, il y a des aspects positifs, c'est la lutte entre l'ancien et le nouveau. Mais ne faisant pas la même analyse on ne peut apporter les mêmes remèdes. La réponse n'est pas d'abaisser le niveau des revendications. Indépendance : le problème est de savoir ce que fait la CGT. Euréka : on répond en disant il y a IDS, il faut Euréka. Il faut informer, par ex: Mitterrand à Bonn.

JP. AMIRALTY (CE) propose de détendre l'atmosphère. Accord avec le BN dans sa section.

P. JANOTS : (P. Janots n'était pas invité aux travaux du CSN puisque les statuts du SNTRS ouvrent le CSN aux membres du syndicat élus dans les instances de la CGT lorsqu'ils y sont présentés par le SNTRS. Ce n'est pas le cas de P. Janots qui a été présenté à la CE de l'UGICT par la Com. Dép. de l'Essonne

lors du 9^{ème} Congrès. Nous ne savons pas à quel titre il est intervenu).

"Adhérent du SNTRS et membre du bureau de l'UGICT", P. Janots tient à faire part au CSN de ses profonds désaccords avec les orientations présentées par le Bureau National.

La première série de divergences concerne l'activité revendicative... Une des toutes premières préoccupations du syndicat devrait être de se doter de moyens et d'outils comme les cahiers de revendications ou les suivis du pouvoir d'achat de chaque catégorie pour aider les salariés à formuler les revendications. Faute de quoi on en reste soit au plan général, soit à des carcans revendicatifs qui restreignent les capacités à mobiliser.

... l'emploi précaire au CNRS, c'est les TUC ... mais aussi les bourses post doc à 13000F/mois sur 3 ans... c'est également la gestion des postes d'accueil... Où est le plan de bataille contre cette précarisation au CNRS ? ... P.J. ne reconnaît plus la pratique de son syndicat. Avant, on organisait l'action pour gagner plus, maintenant on se situe d'emblée sur le minimum. ... Il a toujours été question pour l'UGICT de faire exprimer les luttes, revendications de chaque profession et de les faire converger... Le Bureau National me paraît tout faire pour empêcher la convergence d'action... P. Janots voit de sérieuses divergences entre l'analyse et l'orientation adoptées au 9^{ème} Congrès de l'UGICT et présentées dans les documents du 42^{ème} Congrès d'une part et celles défendues par le Bureau National d'autre part. Sur le fait que le CNRS et la recherche subissent les ravages de la crise, il pense que le BN minimise la portée... Sur les responsabilités de cette situation de crise, ce n'est pas tomber dans le jeu politique que de constater les faits... Sur

l'état d'esprit des salariés, il pense que le BN sous estime les possibilités de mobilisation, ce qui l'amène à considérer comme de l'activisme ce qui n'est que de l'expression organisée du rapport de force dans le pays... C'est tout le problème de l'intelligence des formes d'action où l'essentiel doit être de montrer aux travailleurs la force qu'ils représentent, les facteurs de blocages et les issues. Dans ces conditions, l'action militante d'une minorité peut aider à développer l'action de masse. Aucun a priori ne peut être accepté à moins de tomber dans le débat politicien sur la prétendue collusion entre la CGT et le PCF.

... Jusqu'où veut aller le BN du SNTRS. Les brusques revirements d'alliances avec la FEN puis la CFDT, la CGC et FO au CAES sont-ils de purs accords tactiques ou révèlent-ils une démarche plus profonde ?

... Il est convaincu que la CGT se revivifiera au CNRS puisque cela se passe ailleurs. En tout cas, cela nécessite de se démarquer d'avec l'orientation prise par le Bureau National.

G. PAGE : (Région de Montpellier 13^{ème} circ.) Euréka : donne lecture d'un article de conjoncture faisant état des réticences des pays européens et qui sont en contact suivi avec les USA (Italie notamment). Propose de lancer une campagne dans la région, notamment Ladrecht où 3 mineurs sont frappés de révocation (jamais vu depuis les années 50).

SNTRS : pas ressenti une approche syndicale qui réponde à l'attente de ses collègues. Ne partage pas une orientation qui consiste à perdre de vue l'avenir du syndicat au profit d'une démarche politicienne.

G. MANDVILLE (CE) comment pouvoir dire que ce que l'on fait est politicien alors que toute la démarche qui l'inspire c'est précisément de faire réfléchir les personnels en parlant de la vie concrète des gens.

Le problème est qu'il faut revendiquer dans un paysage donné.

Les TUC : il y a des gens qui préfèrent travailler à 1700 F par mois plutôt que de rester chez eux. Il y a là toute "une chaîne revendicative". On vit dans une société, et le CNRS n'est pas isolé.

Total désaccord avec ce que dit P. JANOTS, notamment sur l'action, c'est grave et n'a rien à voir avec ce que propose le document du 42^{ème} Congrès : c'est l'idée qu'une action minoritaire peut mobiliser -1968 à l'envers !-

C. LANG (Région de Bordeaux-Poitiers 15^{ème} circ.) il y a un problème de "transitivité" syndicat... politique. C'est le problème de la "courroie de transmissions".

Crise : résister à la pression médiatique. Essayer un groupe de réflexion sur certains concepts en liaison avec le Centre Confédéral. "Nouvelle classe ouvrière" : attention à ne pas confondre avec effet de "tertiarisation" décrit par l'école américaine. Prendre en compte l'effet de "multinationalisation" : implantation massive d'unités de production dans les pays étrangers...

A. CLORENNEC (CE) évoque sa conception de son mandat d'élu au Comité National en réponse à une interpellation de P. BOUYRIES.

JP. BRETAGNE (Région Marseille-Nice 12^{ème} circ.) explique pourquoi les personnels de l'OHP ont refusé temporairement la titularisation : aucune solution satisfaisante à la prise en compte des travaux de nuit.

J. HIRSCH (CE) approuve en évoquant une situation identique pour les CPN à propos des horaires décalés.

J. CHOISY (CE)

Sur les formes d'action : les actions doivent être majoritaires. Trouver le moyen de mobiliser les consciences. Il y a une relation entre nos difficultés et la forme de certains débats. La crédibilité du syndicat se joue.

Euréka : il faut gagner la paix et le désarmement. On est affronté aux défis technologiques.

On a tous édifié un CNRS emmuré, c'est à dire hors des atteintes du capital ! Euréka c'est pareil ! Vivre avec le capital, ce n'est pas l'accepter. Peut-on poser le problème des hors statuts de la même manière qu'il y a 20 ans ? Non.

Il faut s'interroger sur comment on va parvenir à mobiliser les gens ? Comment on va les intéresser ?

D. LAGRANGE : (CFC-CE) Débats du BN INSERM.

Formes d'actions : des camarades ont ressenti certaines actions de la CGT comme des "actions-commandos". On a constaté que c'était plus spectaculaire que tourné vers les gens concernés. Position de classe et position de masse : pourquoi dissocier les deux ?

Le 4^{ème} Congrès c'était "tout dépend de vous". Est-ce qu'une démarche est mauvaise parce que les gens ne suivent pas à plus de 50 % ?

Modernisation : le document d'orientation (42^{ème} Congrès) n'est pas clair. On n'a pas le bilan de 3 ans de vie syndicale sur le texte du 4^{ème} Congrès. Les effectifs ont baissé : personne ne dit rien. La "vie pratique" du militant m'effraie un peu. Une démarche que je partage et l'autre pas. Coordination ne veut pas dire subordination. Le ton de

l'intervention UGICT de tout à l'heure me fait craindre sur la possibilité de débat. Pas de moralisation. Il y a des textes qui m'inquiètent et des pratiques encore plus.

G.PONCHRL. (CE) Le rapport est bien une continuation du débat de la CE. Je suis en parfaite harmonie avec. Interrogations sur l'intervention du représentant UGICT. On a adopté un rapport en CE et quelqu'un vient nous dire : ce n'est pas la ligne. Pas ce qu'on ressent avec les gens dans une section (nous venons de recueillir 40% des voix...). Je suis choqué par cette intervention et le ferai savoir.

TUC : un palliatif, c'est vrai, mais il y a des aspects sur lesquels il faut réfléchir. Possible de donner une formation valorisante dans la recherche. Et il y a ceux qui se servent effrontément des TUC.

CAES : on vit une expérience unique : montrer ce qu'on peut faire avec peu de moyens pour conduire les gens à revendiquer plus.

Le 24 : ce n'est pas la gloire. Mise en place des jurys, mobilité, critères 2B-2D... AI : voilà des occasions de discuter avec les gens.

J.OMNES. (CE) L'intervention du représentant de l'UGICT me rappelle une expérience douloureuse lors du Congrès de la FERC où la Secrétaire Générale de l'UGFF était intervenue pour dire "que l'on n'avait pas le droit de douter". A l'opposé de cette pratique je rappelle celle proposée par le CE et le BN, qui n'est pas nouvelle (et contenue aussi dans le document d'orientation du 42ème Congrès).

Par exemple : concernant la question des critères pour le reclassement, les promotions et le passage de 2B/2D en AI, le BN va diffuser un document qui fait le point sur les réflexions recueillies sur cette questions lors des nombreuses AG de la

dernière période. Cela afin qu'un débat ait lieu en profondeur dans le syndicat et au-delà, et devant aboutir à une décision par la CE en fin d'année. C'est une démarche ouverte, ne préjugant pas de la décision finale. Cette démarche vaut également pour toutes les questions posées dans le rapport du BN.

J.P.FITOUSSI : (Région de Paris B 2ème circ.) le 24, c'était minoritaire : on n'y a pas participé.

F.GHIRARDELLI : (CE) après la CE, le débat avec les gens était bien parti. Puis après la grève SNCF et avec la préparation du 24, les choses ont changé (pression des médias).

A.MONTINTIN : (CE) 1985 année des Congrès : UGFF/ FERC/ UGICT/ CONFEDERATION. Il y a 1 an, c'était le nôtre et personne n'a mis en cause nos orientations. Je ne veux pas croire que le SNTRS est accusé de tous les maux aujourd'hui parce qu'il a défendu ses positions dans tous ces Congrès ? Positions amplement débattues et adoptées par le CSN. Ce serait préoccupant sur la façon de pratiquer la diversité et de faire vivre les débats dans la CGT.

G.PAGE. (Région de Montpellier 13ème circ.) Maintenant on raisonne Ingénieurs de recherche + chercheurs : il y a des collègues uniques... Quel devenir pour la CGT au CNRS ? Pas de débat démocratique entre syndicat national et la région.

R.TARANTOLA : (CE) c'est à dire ? Nous serions heureux et prêts à venir dès que la région le voudra !

G.PAGE : (Région Montpellier 13ème circ.) Il suffit de se mettre d'accord.

J.P. AMIRAUT : (CE)

TUC = à l'aise : notre conseil de labo a refusé les TUC. Peut-être qu'il faudrait se servir plus des C.L.

G.MORETTINI : (Région de Grenoble 11ème circ.) l'intervention de P.Janots pose problème.

J.J.ADAM : (Services Centraux 16ème circ.) Primes : pas certain que tout le monde refuse la modulation. On a du mal à aborder le problème du rendement au SNTRS.

Services Généraux : il faut affronter le problème de la rentabilité. C'est un problème pour l'encadrement : on est comparé avec le privé. Pense qu'il faut soutenir la comparaison.

F.DI GIUSTO : (Région de Montpellier 13ème circ.) Primes : y compris les primes de transport qui ne sont pas les mêmes pour tout le monde.

B.BLANC : (CE) L'AD a confirmé les retards de titularisation. Dégradation de la concertation, d'accord. Le CNRS doit donner les circulaires sur les primes. Euréka : oui, mais pas seulement. Le Comité National : bilan de la session de printemps ?

Surpris par la déclaration commune avec SGEN sur le plan triennal. Pas contre par principe, mais ne pas les dédouaner. Veiller à ce que ça se traduise par un engagement sur le terrain. Débat au Parlement : rien. Débat au CES : Rien.

TUC : on en compte 16. AD refuse toute action de formation. Unité de la gauche : plus le problème des travailleurs, ce qui le désespère c'est la politique du gouvernement : difficultés quotidiennes, chômage, envoi des CRS comme méthode de règlement des conflits.

Un des grands problèmes de la CGT : la communication. Nouvelle classe ouvrière ou pas : il faut que la CGT s'adresse à ces gens. Ils veulent qu'on les aide à se faire une opinion. Pas qu'on leur assène la vérité. H.KRASUCKI ne passe pas. Il faut le dire.

F.CLAPIER : (CE) On essaie d'analyser ce qui se passe réellement au CNRS. C'est important. Ce qui m'intéresse : c'est l'efficacité. D'abord regarder ce qui est important à défendre par rapport aux gens qu'on rencontre. Ce n'est pas du démarchage. Ne tolère pas à la CGT ce qu'il a connu en 1968 à l'UNEF. (animer opposition à un syndicat).

Il faut continuer : rencontrer les gens pour surmonter le décalage en prenant le temps et les gens comme ils sont. La vie est en relief, il ne faut pas la regarder avec un monocle. On ne peut pas se réfugier derrière "y'a la crise..." pour ne pas prendre ses responsabilités : si on est contre la modulation de la prime, il faut être prêt à discuter du contenu du travail. Il faut combattre les "conneries bureaucratiques" qui empêchent de faire marcher la maison.

IDS : le passage à l'offensive. Déçu par refus de F.MITERRAND aux propositions de GORBACHEV. Quand on parle du CERN comme un modèle, attention : ce n'est pas "un modèle de démocratie".

IDS fait déjà peser le secret militaire sur les recherches : des congrès sont fermés.

Euréka : d'accord sur approche du rapport. Fin février un colloque sur "l'hiver nucléaire" est prévu.

G.PAGE (Région de Montpellier 13ème circ.) fait une analyse critique du rapport : pas clair. N'a pas situé le problème de l'emploi dans le cadre des 60 000 suppressions d'emplois Fonction Publique. Prime : pas référé sur la politique de rigueur et d'austérité.

Rôle de la recherche : pas parlé du Plan triennal, de l'évolution industrielle... aucune référence politique.
En résumé : c'est une démarche de sommet qui ne correspond pas à l'état réel. D'accord avec ce qui a été dit sur unité : analyser le rôle que jouent ces syndicats et SNCS-FEN. Collèges uniques posent problème pour le syndicat.

J. CHOISY : (CE) TUC : c'est une arme idéologique dans les labos : ça bloque les consciences (idées de nantis etc...) Il faut les intégrer au combat.
Primes : pas d'accord avec JJ. ADAM ou F. CLAPIER : il faut être fermes, pareil sur les promotions.
Unité : pas nécessaire de dédouaner.
CAES : c'est différent, pour gérer il faut être en faveur du pluralisme.
H. KRASUCKI : Il faut dire ce qu'on pense.

D. STEINMETZ : (CE) On dit corpo, mais le syndicalisme c'est corpo. Il faut bien coller à la réalité du milieu. Pas d'accord sur tout mais votera le rapport.

Monique SCANDELLARI (Région de Marseille - Nice 12ème circ.) indique qu'elle a beaucoup écouté et appris dans ce CSN. Le BN correspond bien à ce que les syndiqués attendent de lui. La manière de faire du syndicat ne correspond pas.
Eureka : programme utile. Dans le domaine des biotechnologies qu'est le sien : la France n'a pas la capacité.
Mécontentement ? Perplexe : les gens sont contents de la titularisation. Partir des revendications : la venue d'A. MONTINTIN a beaucoup aidé.

J. LACOUR (Région de Paris B 2ème circ) n'est pas d'accord sur biotechnologies. C'est le discours des patrons. D'abord la France.

P. BOUYRIES : (Région de Bellevue

5ème circ.) Pas beaucoup d'analyse sur la situation générale. Les députés ont capitulé : ils ont voté toutes les décisions. PS/PC... Avant/Après... départ des ministres communistes. Ce qui explique l'état de la CGT. Indépendance du syndicat par rapport à la gestion. Le syndicat ne doit pas s'y impliquer. Agir sans attendre... sur le programme mobilisateur. Il faut analyser mais se prononcer tout de suite. Grève des roulants de la SNCF. Elle a abouti à un succès. En ce moment il y a des possibilités de déclenchement de mouvements dans des corporations. Rencontrer les autres syndicats pour mettre en place des objectifs de lutte, pour éviter les remises en cause.

J. HIRSCH : (CE) C'est un débat riche. Au-delà de certaines divergences, on voit des positions qui se rejoignent : c'est la démocratie syndicale. Défendre les problèmes de reconnaissance de qualification comme un élément de reconnaissance des compétences. Etre crédible, c'est d'abord connaître les réalités. L'alliance au CAES : c'est positif.

A. LABORIE : (CE) rapport en CSN fait après CE jette les bases d'une discussion en liaison avec la pratique syndicale. Il serait suicidaire de ne pas se saisir d'un Congrès pour réfléchir à la manière de faire. Il évoque ensuite les problèmes de la section du Quai A. France : encadrement, administratifs... Evoque ensuite la préparation d'une CE sur les services généraux.

G. MANDVILLE : (CE) sur l'intervention de G. PAGE, il ressent de la nostalgie de l'époque où l'on faisait des rapports fleuves de plusieurs heures pour ne rien oublier. Nous on part de la réalité, on reprend les idées de la CE et on

essaie de débattre sans avoir peur d'oublier quelque chose. L'essentiel est d'aller au fond des choses et de ne pas se contenter de formules toutes faites du genre : TUC c'est du TOC et EUREKA c'est CACA ! La démarche de classe, c'est aller au coeur des choses.

R. VARIN (CE) observe qu'on a au moins réussi à avoir des CSN ouverts et démocratiques. On l'a voulu comme ça lorsque nous avons modifié les statuts du syndicat en 1980.
Le CSN n'est pas un congrès. On part des Congrès et surtout de l'actualité. Présentement c'était la dernière CE. On a dit :

- 1) situation aggravée ? oui
- 2) responsabilités du patronat ? oui
- 3) responsabilité du gouvernement ? oui

A propos du gouvernement : certains ont exprimé avec une insistance curieuse l'idée que le rapport au CSN serait "politicien" tout en nous reprochant de ne pas qualifier le gouvernement. Pas de complexes à cet égard : - en février 82 on était déjà (ou encore) dans la rue contre le Ministère CHEVENEMENT... Il est vrai que nous n'avons pas dénoncé le caractère socialo-communiste du gouvernement qui a mis en oeuvre les premiers plans de rigueur (d'austérité). Personne ne nous l'a reproché alors. Il est vrai que nous ne soulignons pas le caractère socialiste du gouvernement que nous sommes conduits à combattre lorsqu'il met en oeuvre des mesures anti-sociales ou contraires à ce que nous considérons être l'intérêt des personnels. Nous aurions peur ? Pas plus aujourd'hui qu'hier ! Nous avons été les premiers à critiquer le plan triennal et le schéma directeur. S'il est démontré que nous allons gagner en audience et en clarté à ne jamais oublier de rappeler la nature socialiste du

gouvernement à chaque fois que nous en parlons, il faut le dire ici et ne pas hésiter une seconde à le faire.

Autre idée du rapport de la CE : dans un rapport de force on est au moins deux. Dans nos difficultés, il faut réfléchir à ce qui nous revient. Nous disons : il faut perfectionner la CGT par une démarche ouverte. Nous ne devons pas céder un pouce de terrain sur cette question qui nous a paru essentielle pour l'avenir du syndicat.

Division de la gauche : c'est une des hypothèses avancées dans le rapport adopté par la CE et reprise dans le rapport en CSN. Que la politique du gouvernement contribue à désespérer les gens ça ne fait pas l'ombre d'un doute. Mais pourquoi opposer les deux ? On n'en retient qu'un ? On dit simplement discutons-en... Tout ça c'est le contraire d'une démarche politique. C'est une démarche d'indépendance, profondément syndicale et tournée vers l'avenir.

Primes : ne pas céder. La prime n'est est pas une : se souvenir de son histoire.

SNCS : on a une orientation de Congrès. On pose tous ces problèmes et on dit un seul critère : c'est l'affaire consciente des chercheurs et des ITA, pas de démarches bureaucratiques. On ne peut refaire un Congrès à chaque CSN !

J. AUDIN : (CE) l'intervention de G. PAGE pose problème. Se sent bien dans le BN. Il met en oeuvre les orientations du 41ème congrès. Pas de problème. Analyse/orientation. On m'explique que je n'ai rien compris. On nous dit : faut pas voter le rapport du BN... mais le document de la CGT. Mais où sont les désaccords que l'on dit existants ?

C. DRIANCOURT (CE) fait observer qu'analyser l'activité du syndicat ne se fait pas à l'instant, mais en mesurant les évaluations, les progrès qu'il a

fait. 2 volets font l'activité syndicale : organiser les gens pour lutter et contribuer au débat d'idées. Nous avons progressé dans ces 2 domaines et nous devons évaluer comment et pourquoi nous avons pu avancer. A l'INSERM : pour l'action et la participation au 24 par exemple : bien meilleure qu'avant parce que partie des préoccupations spécifiques des ITA = 50 personnes au siège, puis 20 à la manif interpro, c'est loin d'être négligeable pour nous et c'est dans cette voie que nous continuerons.

Pour la prise en compte des préoccupations des ITA : évolutions du SNTRS par une meilleure écoute sur la façon dont les ITA vivent leur travail au jour le jour, mais aussi par participation aux instances d'évaluation, CA et Conseils de labo.

Notre expérience en ce domaine = évaluation des formations INSERM avec visites d'unités. Les principes d'évaluation scientifique, de compétition ne choquent pas les personnels : ça existe, ce n'est pas malsain et c'est leur vie de tous les jours. A partir de ça, on peut aborder différemment les problèmes de mobilité, de formation, des missions de l'organisme et les lier à l'idée de défense de l'outil de travail. On peut transformer les problèmes rencontrés par les personnels en propositions d'améliorations et de revendications parce que c'est comme ça que les gens résonnent. Ils ont des problèmes et ils vérifient que le syndicat est capable de faire des propositions qui vont améliorer leur vécu. C'est notre raison de vivre. C'est une façon d'aborder "l'activité ITC" dont on parle beaucoup...

A. MONTINTIN : (CE) A propos de l'unité d'action : l'orientation du XVIIIème Congrès comme celle proposée par le 42ème Congrès Confédéral, insiste sur la nécessité de créer, dans

l'action, les conditions du rassemblement le plus large possible. Mais il y a des obstacles. Comment faire pour les surmonter ?

. Cela passe d'abord par l'activité du SNTRS-CGT. Comment s'adresse-t-il aux personnels ? Comment fait-il connaître ses analyses et ses propositions ? Comment met-on les personnels en position de débattre, en toute clarté, des positions de chacun ? Il semble que nous soyons en recul sur cette pratique ces derniers temps.

. Comment définit-on, avec les personnels, les objectifs, le niveau et les formes de lutte ?

. Rechercher avec tous ceux, y compris, d'autres organisations syndicales, qui sont prêts à agir sur des objectifs convergeant, les conditions d'un large rassemblement. Mais le développement de l'action ne peut en aucun cas être soumis à la réalisation ou pas d'un tel accord ! C'est cette démarche qu'il faut développer largement dans l'ensemble du syndicat.

*Pour mieux vous défendre :
(en donnant régulièrement...)
Optez pour le Prélèvement !
Automatique de vos cotisations !
En réglant régulièrement votre cotisation syndicale
vous facilitez le travail des collecteurs et trésoriers
et vous donnez au Syndicat les moyens dont
il a besoin pour développer son activité.
Adressez-vous à VOTRE COLLECTEUR ou TRÉSORIER,
il se fera un plaisir de vous donner
tous les renseignements nécessaires.*

42^{ème} Congrès de la C.G.T.

VOUS TROUVEREZ CI-DESSOUS LES ELEMENTS ESSENTIELS DE L'INTERVENTION D'ALAIN MONTINTIN, DELEGUE PAR LE C.S.N. DES 28 ET 29 OCTOBRE DERNIER AU 42^{ème} CONGRES CONFEDERAL.

Après avoir brièvement présenté le secteur d'activité du SNTRS, notre délégué a évoqué la situation dans la Recherche en particulier au CNRS et à l'INSERM.

(...) Après les immenses espoirs qu'avait soulevé l'adoption en Juillet 1982 de la Loi d'Orientation et de Programmation de la Recherche et du Développement Technologique, loi qui valait pour 3 ans, force est de constater qu'au seuil de la mise en oeuvre d'un nouveau Plan triennal qui doit prendre la suite... nous sommes loin du compte... Au cours de ces 3 années, le Gouvernement a progressivement révisé les objectifs et les moyens en baisse. Les aides financières n'ont pas été accompagnées de buts précis et des contrôles nécessaires...

Le Plan triennal, bien que réaffirmant la Recherche et le Développement Technologique comme priorité nationale, programme une réduction des ambitions et des efforts affichés en 1982.

Les moyens et les créations de postes ainsi programmés sont inférieurs aux réalisations de la période de 1982-1985 pourtant jugées insuffisantes par le rapport annexe du Plan triennal. L'effort en matière de Recherche Industrielle ne passe que par de nouvelles aides aux entreprises par le système des crédits d'impôts sans prévoir véritablement d'évaluation de leur utilisation.

Ainsi, la volonté affichée de faire de la Recherche et la Technologie le vecteur de la modernisation risque fort de rester au rang des bonnes intentions si le tissu industriel du pays continue de se détériorer.

Par ailleurs, les personnels du CNRS et de l'INSERM, comme ceux de l'INRIA et de l'ORSTOM vont devenir titulaires de l'Etat mais la reconnaissance des spécificités des métiers de la Recherche reste trop limitée en raison de l'insuffisance de moyens financiers, comme d'un manque de volonté politique, mais aussi en raison d'une évolution insuffisante de la capacité du Statut Général de la Fonction Publique à intégrer les mutations technologiques. A cela il faut ajouter, particulièrement pour le CNRS, l'attitude de la Direction qui semble plus appliquée à vouloir remettre en cause le statut avant même qu'il ne soit appliqué.

C'est pour battre en brèche cette tentative de la Direction que le SNTRS... appelle, dans notre secteur à prolonger le 24/10 par une Journée d'action le 4 DECEMBRE prochain.(...)

Le délégué a ensuite fait part au Congrès des réflexions du CSN des 28 et 29 Octobre concernant la crise, ses aspects destructeurs, mais aussi les germes dont elle peut être porteuse pour son propre dépassement et des mutations dont il importe que nous soyons acteurs (voir compte-rendu du CSN pages 3 et 4). A propos du Développement Scientifique et Technologique, il a déclaré :

(...) Il ne suffit pas de développer les sciences et les technologies pour sortir le pays de la crise : elles sont une condition nécessaire mais pas suffisante.

Elles ne se mettront pas automatiquement au service de la satisfaction des besoins sociaux et économiques. Ce n'est que par l'intervention consciente des travailleurs que les nouveaux moyens scientifiques et technologiques peuvent devenir des atouts essentiels d'une croissance économique fondée sur la satisfaction des besoins individuels et collectifs ; à l'opposé de la politique du CNPF mais aussi de celle du Gouvernement qui visent à imposer un modèle de développement où l'on justifierait l'austérité au nom de l'impératif technologique.

Le chômage, le contenu et les conditions de travail et de vie face à l'introduction des nouvelles technologies font partie des grands problèmes économiques et sociaux vécus quotidiennement par des millions d'hommes et de femmes et qui réclament des solutions urgentes.

A ce titre, ils constituent un appel de recherches qu'il faut développer au même titre que la connaissance des lois de la matière.

Ainsi se trouve posée directement l'intervention de la classe ouvrière dans les choix technologiques, au plan de leur définition comme de leur mise en oeuvre. C'est dans les entreprises, là où se déploient les grandes mutations technologiques que se joue pour l'essentiel le combat pour la maîtrise du progrès scientifique et technique au service des hommes. L'irrigation du secteur productif par les technologies provoque des changements profonds aussi bien dans le contenu du travail lui-même, que dans les rapports de travail. Il s'agit de mutations à la fois techniques et sociologiques considérables qui frappent toutes les branches industrielles. Par exemple, la possibilité de produire des systèmes de production automatisés et cohérents capables de reproduire toutes les phases d'une activité productive oblige l'activité syndicale à prendre toute la dimension des bouleversements qui touchent le procès de travail et à devenir une force de proposition pour changer l'usage même du progrès technologique. Notre mouvement syndical est interpellé par l'évolution du travail productif, la naissance de nouvelles formes de travail collectif auxquelles il doit apporter une réponse de classe.

Il s'agit d'inverser le rapport des ouvriers aux technologies. De passer des technologies subies aux technologies choisies et maîtrisées par les travailleurs.

C'est un combat qui est engagé entre la classe ouvrière et le patronat sur des grandes questions qui conditionnent la sortie de la crise : la mise en oeuvre du progrès scientifique et technique, l'emploi, la formation, l'enseignement... Mobiliser recherche et technologie pour relancer la machine économique et dans la mesure où l'issue à la crise n'est pas seulement économique mais politique et sociale, pose la question de nouveaux rapports sociaux permettant une réappropriation collective des outils. Démarche qui met directement en cause le type de croissance, la gestion et le mode de développement choisis par le capitalisme. Plus généralement, c'est la maîtrise démocratique de la technologie à l'échelle de toute la société qui se trouve posée ; d'abord dans l'entreprise et au-delors de l'entreprise pour créer les conditions d'une véritable évaluation sociale de l'évolution scientifique et technique et de ses conséquences pour la vie quotidienne et à venir. A l'inverse de ce qui se passe aujourd'hui, il s'agit d'aborder l'évolution technologique en terme de maîtrise et non pas en terme de soumission, voire d'adaptation.

De nouvelles formes de collaboration sont encore à inventer entre scientifiques et ouvriers. Il n'est pas pensable que l'on persiste à concevoir des outils ou des procédés nouveaux sans intégrer la dimension humaine de leur mise en oeuvre et de leur maîtrise. Cette intégration ne doit pas se faire en dehors des travailleurs considérés comme objet d'étude ou comme des "modèles", mais avec leur participation consciente. On ne peut qu'encourager la conjugaison du savoir-faire des ouvriers avec les connaissances des scientifiques surtout lorsqu'il s'agit de modifier les outils et les conditions de travail.

De même que sur les lieux de la production devraient s'installer de véritables centres de formation, de même il est indispensable que les laboratoires de recherche s'y implantent non comme une activité spécifique mais intégrée au système productif.

Il est urgent que sur toutes ces questions de nouveaux rapports s'établissent entre la recherche et la production. Un processus doit se développer qui pousse au décloisonnement, qui rende la recherche aux hommes, pour qu'elle y puise sa pleine dimension sociale.

Autant dire que l'effort de réflexion et l'activité engagée sur ces questions par toute la CGT au moment du Colloque Recherche de 1982, ne doit pas se relâcher.(...)

Il a conclu sur la vie syndicale :

(...) Il s'agit de disputer au capital sa domination à la source même du profit en partant des aspirations des salariés et des tendances à la reconfiguration du procès du travail. On retrouve cette idée très brièvement dans le chapitre sur les "solutions à la crise" mais on sent une difficulté à exprimer à la fois le champ du "politique" et du "syndical" comme s'il fallait distinguer la "lutte immédiate" de "l'issue de la crise". Il faudrait pourtant que nous parvenions à

nous extirper de toute espèce de référentiel politique, surtout après l'expérience de notre engagement sur le Programme Commun... Après tout, la relativisation du syndicalisme de la part d'un syndicat c'est risqué et dangereux parce que ça suggère que rien ne remplace un gouvernement favorable aux salariés, l'expérience récente est là pour témoigner des effets désastreux d'une telle ligne.

Au contraire, le syndicalisme peut avoir un contenu anti-crise, et par là même permettre des évolutions politiques favorables mais tel n'est pas son but. Sa force, son indépendance quelque soit la nature du pouvoir constituent une garantie pour les salariés et une mise en garde pour ceux qui sollicitent leur suffrage. C'est selon nous, une des grandes leçons qu'il nous faut tirer de ces dernières années en France et ailleurs.

Tout le monde doit se sentir bien à la CGT. On doit pouvoir aborder n'importe quelle question avec sa sensibilité sans "encourir le risque" d'être qualifié de "réformiste" ou de "gauchiste" ou d'autre nom d'oiseau. Il nous faut veiller à ce que cela soit partout la règle dans le SNTRS. Tout le monde doit se sentir bien à la CGT. L'indépendance syndicale ne s'exprime pas seulement par une liberté absolue vis-à-vis de tout parti ou courant politique, mais aussi à l'intérieur de la CGT et dans chacune des organisations de la CGT. De ce point de vue, nous ne pensons pas qu'il nous faille changer d'opinion. Au contraire, le fédéralisme qui repose sur une adhésion libre et volontaire de chaque organisation ne peut être remis en cause sous peine de centralisme dont on sait déjà qu'il est un obstacle à la diversité et à l'expression des spécificités qui constituent la plus grande des richesses de la CGT.

Nous avons exprimé ces idées dans tous les congrès auxquels nous avons participé tout au long de cette année 1985.

. Ainsi au Congrès de l'UGFF, nous avons comme d'autres organisations repoussé les projets de structures horizontales devant conduire selon-nous à une super-fédération de fonctionnaires.

. Nous nous sommes beaucoup interrogés sur urgence-CGT...
 - mais notre taux de cotisation est quasiment à 1% avec une moyenne de 10 timbres/cartes
 - près de la moitié de nos adhérents est au PAC...

. Plus récemment, à propos d'Euréka... nous n'avons pas partagé l'opinion, à notre avis sans nuance, émise durant l'été par l'UGICT au moment du lancement du projet...

On peut ne pas partager notre point de vue ; les principes du fédéralisme doivent nous assurer la maîtrise de nos analyses et le choix de nos actions.

Ces principes d'organisation de la CGT nous donnent le droit et ... le devoir de défendre notre point de vue, d'être écoutés et aussi d'écouter les autres...

H.KRASUCKI disait bien qu'il ne suffisait pas d'avoir raison, il fallait convaincre... Cela vaut d'abord dans nos propres rangs.

C'est bien comme cela que nous concevons le débat démocratique ; dans les sections syndicales avec les adhérents... mais aussi dans toutes les instances de la CGT... Toute autre attitude ne pourrait qu'être en définitive préjudiciable au développement de la CGT.

Réponse d'Henri Krasucki à l'issue de la discussion générale



Nous avons eu un congrès de lucidité et de combativité. Le congrès d'une CGT qui veut marcher avec son temps, plus que jamais fidèle à sa raison d'être.

Comme il est normal, une part importante de la discussion a porté sur ce que vivent les travailleurs et pourquoi.

Nous tenons un langage de vérité. Entre nous, au sein même de la CGT. Mais plus largement pour apporter un élément de santé, de propreté dans la vie publique.

Comment et pourquoi en sommes-nous arrivés là ?

Personne, en France ou dans le monde, ne pense que la CGT puisse être une organisation complaisante à l'égard du patronat et du capital.

Elle est le syndicat de lutte pour la défense quotidienne des intérêts des travailleurs, contre l'exploitation et pour leur émancipation.

Elle s'est comportée ainsi durant les trois années écoulées. Elle continue et continuera à mener sa lutte contre le capital, contre l'exploitation, contre le patronat. Il ne peut y avoir aucun doute à ce sujet.

Le débat a porté essentiellement sur la question : comment et pourquoi cet échec de l'espérance qui s'était levée au printemps 1981 ? Quelles leçons en tirer pour nous-mêmes et les travailleurs ?

Plus précisément ont en discussion certains aspects des responsabilités du pouvoir, et donc de ceux qui le détiennent depuis le début.

Personne ne conteste ces responsabilités. Le débat a porté sur leur degré, et sur la façon de l'exprimer.

Personne parmi nous ne comptait sur le CNPF ou la droite pour favoriser le vrai changement. Cela revenait au pouvoir, auquel la majorité du corps électoral et notamment des travailleurs avait fait confiance, et sur la force, nécessaire, de l'action des salariés.

Nous avons répondu à la question fondamentale du pourquoi en rappelant que les détenteurs du pouvoir ont refusé le véritable choix de classe dont dépendait la possibilité d'engager le pays dans une voie nouvelle.

Ce refus l'a entraîné progressivement vers une gestion capitaliste de la crise.

Certains peuvent penser qu'il l'a voulu, d'autres que c'est un engrenage. Le résultat est là : ne pas s'attaquer au capital a conduit à s'en prendre aux travailleurs.

La CGT le disait alors même que dans le monde du travail beaucoup pensaient : c'est une hypothèse, mais après tout faisons confiance, on verra bien.

On a vu, on a vécu, les événements ont tranché. Il n'y a pas de troisième issue. Ou bien l'on fait le nécessaire, on fait du nouveau, ou bien on s'engage dans les vieilles ornières. Au fil du temps, c'est à cela qu'on aboutit.

Tout part des choix, des décisions prises. Après quelques années, les effets s'accumulent et on obtient ce que nous constatons aujourd'hui.

Mais ces choix et décisions ont bien été pris par ceux qui détiennent la réalité du pouvoir.

Les différences de trajectoire du départ sont devenues à l'arrivée un abîme par rapport aux objectifs espérés — et affirmés.

La vie réelle est faite d'événements et d'hommes. Il y a la logique des choix que leurs auteurs doivent assumer et il y a ce qu'il peuvent y ajouter.

L'année 1985 est faite dans une grande mesure des conséquences lourdes de choix que nous avons combattus dès l'origine. Mais aussi d'une aggravation et d'une précipitation des décisions.

Même dans cette logique consternante était-il inévitable de s'attaquer comme le fait le pouvoir à cette place forte de l'industrie française qu'est Renault ?

Était-il inévitable que la législature s'achève sur ce projet de loi sur la flexibilité qui représente un énorme cadeau au CNPF et à la réaction, et un coup grave aux travailleurs ?

Le débat a clairement montré que nous subissons, avec les travailleurs, le résultat de ces

orientations-là, et qu'elles se sont bel et bien accentuées au cours de l'année qui est en train de s'achever.

Nous avons prévenu dès le début, publiquement, des conséquences des choix qui s'amorçaient, et nous nous sommes efforcés d'organiser la riposte, d'influer dans le bon sens, non seulement dans les discussions, mais par l'action.

Nous nous sommes gardés de tout procès d'intention, tenant compte des événements au fur et à mesure qu'ils se produisaient et en en tirant les conséquences. On ne peut à la fois se féliciter de cette méthode et nous reprocher de tenir compte des réalités en cette fin 1985 comme nous en avons tenu compte auparavant.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur les dégâts.

Le congrès a évoqué une partie de ce qui est essentiel. Loyalement et honnêtement, comme l'organisation syndicale que nous sommes.

Il est vrai qu'il s'agit d'un énorme gâchis. La CGT peut être mesurée dans ses appréciations, mais jamais en traitant sur la réalité, jamais timorée, jamais complaisante envers qui que ce soit, sinon elle ne serait pas la CGT.

Un congrès est toujours pour nous un événement fondamental.

Le précédent a témoigné de notre volonté de saisir l'occasion historique qui se présentait, malgré les doutes et les raisons d'inquiétude que nous n'avons pas dissimulés.

Nous nous sommes inscrits dans l'événement et avons agi de notre mieux, à notre place et dans notre rôle d'organisation syndicale.

Le présent congrès avait la responsabilité de dire clairement, en remontant au fondamental, ce qui est arrivé et pourquoi c'est arrivé.

C'est ce qu'a fait le rapport, puis, de façon massive et évidente, la discussion.

Une CGT où chacun s'exprime librement qui décide et agit

Les problèmes politiques que la situation actuelle pose à la vie du pays, à la société telle qu'elle est, ne sont pas sans répercussions dans la CGT. Parce qu'elle est la CGT avec toutes ses diversités.

Il ne faut rien en dissimuler, sans rien dramatiser mais sans rien cacher.

Chacun assume ses propres contradictions nées de ses choix, de ses engagements. C'est valable pour tout le monde.

Tous ensemble nous assumons cette réalité-là pour être la CGT qu'il faut aux travailleurs.

Chacun, ici, a parlé clair. Comme c'est nécessaire. Avec ses mots, son tempérament.

Le voudrait-on qu'on ne pourrait uniformiser la CGT.

Il y a donc chez nous un franc-parler. Celui qui existe dans le monde du travail avec des nuances selon les catégories professionnelles. Il ne faut pas s'en formaliser.

En ayant un souci commun cependant. Il ne suffit pas d'avoir raison, il faut convaincre.

Or il y a plusieurs façons d'avoir raison, et elles n'emportent pas forcément la conviction.

Il en est d'un peu lancinantes, un peu rudes, dont je ne conteste pas la légitimité, mais dont l'efficacité pose tout simplement question pour une organisation comme la nôtre.

Les gens ont une certaine idée de ce qu'est un syndicat comme la CGT, non conformiste, ayant un caractère combatif, de classe.

Ils ont une idée de ce qu'il peut normalement faire et dire compte tenu de son rôle et de ses traditions, sans affadir en rien son expression et ses positions.

Et ils ont leur idée sur ce qui outrepassé ce qu'ils considèrent comme normal dans l'expression de la CGT.

Qui peut garantir que cela n'arrive jamais ?

La CGT n'est pas seulement appréciée pour ce qui se dit dans ses congrès, mais surtout pour son comportement dans les entreprises, pour la façon dont elle s'exprime à l'égard des travailleurs.

Être une CGT sans complaisance crée aujourd'hui les conditions objectives pour que de nombreux travailleurs et travailleuses, qui pouvaient avoir certaines préventions à notre égard, nous rejoignent. A condition que nous disions les choses sans qu'ils aient le sentiment que leur mécontentement serait utilisé à des fins partisans. C'est ce que nous faisons.

Personne n'a jamais réussi à nous faire taire. Ce n'est pas aujourd'hui qu'on y arrivera.

Cela dit, il faut apprendre dans l'ensemble de nos organisations à dire les choses de façon efficace avec le langage de la CGT. Dans le vaste champ de nos responsabilités, on peut tout dire en le disant CGT.

Cela concerne également notre façon de vivre ensemble.

La CGT est une merveilleuse école. Pas un lieu idyllique où tout se passe sans difficultés. La CGT est un organisme vivant. Elle est traversée à des degrés divers par les courants de pensée de toutes sortes et les engagements divers qui existent dans le monde du travail.

Il y a donc des contradictions dans la vie de nos organisations, dans le fait de vivre ensemble. Mais la vie n'est-elle pas contradiction ?

L'essentiel est de savoir, sans tricher, dans le respect les uns des autres, dans le souci de la force de notre organisation, être clairs, nets, francs. Savoir décider et agir ensemble car nous sommes une organisation de combat.

Certains rappellent aujourd'hui, pour des raisons que j'ignore, les dollars dont bénéficie FO. C'est exact, nous l'avons dit à l'époque, c'est par là qu'a été financée la scission de la CGT d'où est née FO.

Il faut se souvenir du rêve de ceux qui ont fait cette scission de 1947.

Le premier secrétaire général de FO déclarait : « Il faut ramener la CGT à son squelette communiste. »

Ce rêve est encore nourri par beaucoup aujourd'hui.

C'est l'un des grands mérites de Benoît Ffranchon et de ses compagnons d'avoir compris que cet objectif n'était pas seulement partisan, qu'il visait à priver la classe ouvrière d'une grande organisation qui soit à la fois ferme sur ses positions de classe et réellement de masse dans sa composition, sa vie et son influence.

Ils ont veillé que la CGT reste ferme sur ses positions de défense des intérêts de la classe ouvrière et du monde du travail tout en étant l'organisation de tous qu'elle est effectivement demeurée.

Les générations qui se sont succédé ont maintenu ce patrimoine. Nous le maintiendrons nous aussi.

L'esprit de tolérance, ce n'est pas n'importe quoi. On discute, personne ne garde quoi que ce soit sur le cœur. Chacun dit ce qu'il pense, et ce n'est pas unilatéral. C'est un droit pour tout le monde, sans exception.

On discute, on accepte que d'autres puissent penser autrement, on apprend à écouter sans crispation, on cherche à comprendre en se disant que l'opinion de tel ou tel militant doit bien refléter celle d'un certain nombre de travailleurs.

Ils n'ont peut-être pas raison, mais ils existent. On doit débattre. Et ensuite on décide, sans fauteur, sans être inférieur aux exigences et aux possibilités de chaque situation.

C'est tout l'art de vivre ensemble dans une organisation de lutte où l'on doit réfléchir avec toute la diversité existante, mais où, finalement, il faut décider, avoir une opinion collective, agir et agir à temps sans que rien ne vienne se mettre en travers de ce qui a été démocratiquement décidé.

C'est la démocratie syndicale, tout simplement, jouant dans le climat de fraternité qui nous est naturel parce qu'il est fondé sur le profond attachement pour la CGT qui nous rassemble, puisque c'est le cas.

Nous ne nous inscrivons pas pour autant dans un système de majorité et de minorité. Pas plus que nous ne cultivons l'unanimité qui nous a parfois été reproché.

Il arrive souvent qu'après discussion nous soyons du même avis. Mais ce n'est pas obligatoire, ce n'est pas notre système d'existence.

La démocratie admet et souvent nécessite, par la force des choses, qu'une opinion majoritaire se dégage. On respecte l'opinion de ceux qui ne la partagent pas, mais personne ne met entrave à ce que l'organisation doit décider et faire.

Les circonstances en décident. Et le comportement des uns et des autres. Nous sommes tous comptables de ce que nous faisons dans la réalité de la vie. Il faut nous efforcer d'avoir, ensemble, la CGT qui combat avec fermeté, en repoussant toutes les illusions comme toutes les étroitesse.

Dans tout ce que nous disons nous nous employons à tenir ainsi le langage de la vérité. Il est, et peut-être davantage encore, largement partagé par toute la CGT dans ses profondeurs. Il est compréhensible pour le plus grand nombre des travailleurs. Il nous permet d'agir énergiquement en rassemblant massivement dans la CGT, pour faire face à une situation qui ne s'arrête pas à 1985.

Améliorer la vie syndicale de la CGT

Nous avons eu dans le Congrès même un débat impromptu vivant et animé sur la vie syndicale de la CGT.

Au 41^e Congrès nous n'avions pas mâché nos mots pour dire ce qui n'allait pas et ce qu'il fallait corriger.

Dans son ensemble, la CGT a fait des efforts très importants et très prometteurs.

Les interventions ont mis en valeur quelques idées toutes simples.

D'abord faire avec les gens au lieu de faire à leur place.

On a commencé à demander leur avis, aux syndicats d'abord, puis à l'ensemble des travailleurs.

Au lieu de penser et décider à quelques uns pour tout le monde, beaucoup de camarades ont montré comment on progressait pour appeler tout le monde à penser et décider ensemble.

Nous avons entendu également des interventions insistant, comme l'avait fait le rapport, sur la nécessité de balayer devant notre porte en matière de bureaucratie.

Elles ont montré la nécessité d'aller sur le terrain dans les ateliers, les services, de ne pas se laisser enfermer dans les permanences. De décentraliser au maximum la vie de nos organisations, faire confiance, donner des responsabilités, être tout simplement près des gens. D'être, en fait, le syndicat que nous enseignons dans nos écoles, celui que nous disons. Et sur ces bases, organiser l'action.

Quand nous sommes ainsi, l'histoire le démontre, nous sommes indéfectibles, toutes les campagnes et toutes les caricatures n'y peuvent rien.

La CGT, en fin de compte, est telle que les travailleurs la voient à travers les militants, les organisations et leur comportement.

Notre force c'est notre façon d'être, honnête, loyale, au service des travailleurs. Comme l'a dit un camarade hier, le véritable « look », comme on dit aujourd'hui, de la CGT ce sont les militants des entreprises, leur façon de se comporter, leur style d'action. C'est ce que nous faisons partout où la CGT existe et doit exister.

Il nous faut faire partout la CGT telle qu'elle doit être et qu'elle est en train de se perfectionner, en utilisant la riche expérience du passé et en l'adaptant aux réalités du monde du travail tel qu'il évolue.

Nous en sommes parfaitement capables.

Nous avons eu dans notre congrès un moment d'enthousiasme avec la manifestation de la jeunesse.

Ceux qui étaient là, étaient des jeunes TUC, venus à la CGT à la fois par révolte contre la situation qui leur est faite, et parce que la CGT a fait quelque chose pour eux et vers eux.

La jeunesse qui existe dans la CGT, qui se manifeste dans les luttes est représentative d'une génération qui n'est ni ce que certains en disent, ni ce que certains voudraient en faire.

Cette brigade qui revenait hier même du Nicaragua est bien représentative des valeurs qui sont celles de la classe ouvrière et de la CGT depuis qu'elle existe, et que la jeune génération fait siennes.

La solidarité internationale, l'élan vers les belles et nobles causes, c'est un sentiment profond dans la jeunesse de notre pays. En dépit de la crise grave dont les manifestations sont évidentes.

Il est vrai que tout est fait pour décourager cette jeunesse.

Mais sans rien idéaliser, sans ignorer les phénomènes négatifs dont beaucoup découlent de la crise, et sans jamais flatter la jeunesse, il faut bien voir qu'avec sa pureté et sa santé, elle a une belle force.

La CGT est accueillante pour les jeunes. Elle doit l'être plus encore. Leur dire : « Il faut s'accrocher à la vie. Vous n'êtes pas condamnés à être des paumés. » Ensemble, menons la lutte, et faisons ensemble la CGT pour mener la lutte.

J'ai évoqué la solidarité internationale. A cette occasion je tiens à remercier les représentants des organisations syndicales internationales qui ont participé à notre congrès et je leur demande de transmettre à toutes les centrales qui leur sont affiliées les sentiments profonds de solidarité de la CGT.

Je voudrais saluer particulièrement le Secrétaire général de la FSM, Ibrahim Zakharia.

Je tiens à rappeler qu'Ibrahim est l'un des dirigeants des syndicats du Soudan où existait une très grande organisation syndicale, détruite en 1971 à la suite d'un coup d'Etat sanglant qui a massacré bien des travailleurs, des progressistes, des syndicalistes. Parmi eux, un camarade dont la mémoire nous est chère, le camarade Chaffie qui était son secrétaire général et vice-président de la FSM.

Ibrahim Zakharia n'a pu retourner dans son pays pour la première fois qu'en juin dernier. Quatorze ans après. Et il y a retrouvé un syndicat qui vit, qui se renforce et dont rien n'a pu venir à bout. Mon cher Ibrahim, je te prie de saluer tout particulièrement nos camarades de la centrale syndicale soudanaise.

La question centrale : une riposte de l'ampleur indispensable à l'offensive du capital

La question centrale du congrès était, demeure et restera la réflexion sur le sens profond de l'attaque contre le syndicalisme et avant tout contre la CGT.

Il ne s'agit pas seulement de la période récente, de celle que nous vivons ou de la toute prochaine.

Il s'agit d'une réflexion sur la stratégie du capital face à une crise dont il ne peut plus, comme autrefois, se sortir en faisant une guerre qui lui permettrait de relancer la mécanique.

J'ai parlé à cet égard, dans le rapport, de la classe dirigeante. Cela a paru étonner certains commentateurs qui finissent par s'auto-intoxiquer eux-mêmes à force de détournements du vocabulaire. Ils ont inventé la « classe politique » comme si c'était une classe sociale et ensuite ils ne savent plus (ou semblent ne pas savoir) de quoi l'on parle.

La classe dirigeante, dans la société capitaliste, ce sont les capitalistes. Ils décident, trouvent des soutiens directs ou non. Jusqu'où ? Cela dépend de la lutte.

Cette classe est historiquement à bout de souffle.

Pour s'en sortir, elle a décidé une désindustrialisation du pays représentant un véritable abandon national.

La France est menacée de devenir un pays de second rang, avec ce qui en résulte au plan de l'emploi, du nombre de chômeurs et de toutes les conséquences évoquées dans le rapport présenté à l'ouverture du congrès.

La classe dominante a simultanément décidé une chute historique du niveau de vie des travailleurs qui rejoint les décisions similaires prises par la classe dirigeante d'autres pays capitalistes industriels.

Le reflux historique, le recul de civilisation dont nous avons parlé paraît énorme, incroyable.

Et pourtant, c'est vrai ! Il faut être capables d'en mesurer l'échelle, car elle donne la dimension et le contenu de la lutte de classe dans toute cette période.

L'obstacle à la réalisation d'objectifs aussi monstrueux est l'existence de travailleurs organisés en syndicats et d'abord de la CGT, syndicat de combat et de vérité.

C'est pourquoi, hormis les deux guerres mondiales, il n'y a jamais eu une telle menace contre le syndicalisme et sur la CGT.

D'où l'ampleur de ce à quoi nous sommes confrontés.

Des moyens fantastiques sont employés pour le dissimuler, pour tromper, faire en sorte que les travailleurs pensent que ce n'est pas possible.

Mais l'Histoire, même l'Histoire contemporaine a vu sombrer des populations, des nations trompées, désinformées, privées d'organisations, incapables de se défendre, ne pouvant même concevoir ce dont elles étaient menacées.

Il nous faut donc faire comprendre la dimension de l'agression, dire la vérité, appeler à réfléchir au niveau de la riposte nécessaire, sur la dimension des luttes qu'elle exige. Et les organiser concrètement.

Nous voyons avec réalisme le niveau atteint par les luttes. Il est encourageant et prouve les ressources qui existent dans la classe ouvrière et le monde du travail.

Mais c'est beaucoup plus qu'il faut être capables de mobiliser, beaucoup plus longtemps, avec des actions diversifiées de plus en plus puissantes.

Il faut être capables d'élever une digue véritablement infranchissable.

Nous n'avons fait que commencer.

Nous en appelons à la lucidité, à la réflexion des travailleurs, car c'est avec des travailleurs lucides et bien informés au fait de ce qui est en cause que nous y parviendrons.

Résistance et conquête, c'est bien de cela qu'il s'agit.

A ceux qui rêvent d'anéantir le syndicalisme et la CGT, je conseille de penser à l'une de ces images que les hommes se sont données à travers les âges :

Ce phénix qui renaît de ses cendres. Il est de ces mythes et de ces utopies qui marquent les rêves de l'humanité mais un rêve fort : le symbole de la force, de la vie.

La CGT a connu dans son histoire toutes sortes de gouvernements, bien des situations difficiles. On a cherché à lui faire beaucoup de mal. On ne parle plus guère de ceux qui l'ont tenté.

Mais la CGT est toujours là.

Elle est toujours là parce qu'elle correspond à un besoin profond de la société française telle qu'elle est. Les travailleurs, quelle que soit leur situation professionnelle, ont des intérêts à défendre. Ils ont besoin d'une organisation comme la CGT.

Rien ne peut la remplacer.

Elle est un élément de la démocratie au stade actuel de la société et plus encore pour l'avenir.

Comment concevoir une société moderne, de progrès, sans un mouvement syndical comme la CGT ?

Le phénix est une image, nous, nous avons à faire à la réalité d'une lutte dure, acharnée, impitoyable.

Il faut l'affronter avec lucidité et confiance.

Mais surtout avec la volonté d'un travail inlassable, de tous les instants, pour mettre en œuvre ce que propose notre congrès.

Notre congrès ouvre réellement des perspectives aux travailleurs de notre pays.

Il leur montre la voie non de l'abandon, mais de la résistance, la voie de la conquête, la voie des espoirs qu'ils ont eu raison de nourrir et qu'ils doivent toujours nourrir, mais en combattant les yeux grands ouverts pour les réaliser.

LES VOTES

Rapport d'activité :
Pour, 734.725 voix, soit
99,15 % ; contre, 2.431,
soit 0,33 % ; abstentions,
3.806, soit 0,52 %.

Document d'orientation
Pour : 731.296 voix, soit
98,28 % ; contre : 3.694
voix, soit 0,49 % ; abstentions :
9.035 voix, soit
1,21 %.

Programme d'action.
Pour 739.862 soit 99,44 %
Contre 140.
Abstentions 4.023.

Le SNTRS disposait, après comparaison des timbres payés à la FERC par le Syndicat National et aux UD par les Sections locales, de 1086 voix.

Ces voix ont été réparties conformément aux votes émis par le C.S.N.

Activité

32 Pour 81,4 % soit 996 voix
 3 Abst. 8,6 % soit 90 voix

Orientation

32 Pour 91,4 % soit 996 voix
 3 Abst. 8,6 % soit 90 voix

Programme d'Action

33 Pour 94,3 % soit 1026 voix
 2 Abst. 5,7 % soit 60 voix

LA NOUVELLE COMMISSION EXECUTIVE

ALEZARD Gérard.....	741.012	DESTREM Jean-Luc.....	744.188	LEGUERN Albert.....	744.188	SIDIBE Makan*.....	744.188
ALLAMY André.....	737.551	DOUCET Hubert.....	744.188	LEONARD Jacqueline.....	744.188	SIMONET Jacques.....	744.188
AMENDOLA Pierre.....	744.188	DUBEROS Hélène.....	744.188	LINOCIER Jean-Pierre.....	744.188	SIMONPOLI	
AMABLE Edmond.....	743.554	DUBOIS Huguette.....	742.430	LOMET René.....	743.584	J.-Dominique*	744.188
ANGLERAUD Daniel*.....	744.188	DUFRESNE Augustin.....	744.188	MAGNIADAS Jean.....	744.188	TEILLOL Jacky*.....	744.188
ARCOUETEL Henri.....	744.188	DUMAS Maryse.....	744.188	MAREST Jeanine.....	743.961	TEXIER Guy.....	744.188
BEAUSSIER Monique.....	744.188	DUMEZ François.....	744.188	MARIE François.....	744.188	TREHEL Léonora.....	744.188
BELLANGER Jean*.....	744.188	DUPRAT Jeanine.....	744.188	MARTINI Andrée.....	744.188	FRONCHON Henri.....	744.188
BENKHELOUF Boualem... ..	744.188	DUTEIL François.....	744.188	MARZI Robert.....	744.188	VALLI Serge*.....	744.188
BENOIT Annick.....	744.188	ERNAULT Iona.....	744.188	MOKHTARI Mohamed.....	744.188	VERONESE Alphonse.....	744.188
BERLAIMONT Danièle*... ..	744.188	GALLAND Joannes.....	744.188	MOTTET Philippe.....	737.930	VIANNET Louis.....	740.954
BERRY Henri.....	744.188	GAUME Gérard.....	664.579	NEGRIER Gérard.....	744.188	VINCENT Jean.....	744.188
BERTRAND Yves.....	720.250	GAY Nicole.....	744.188	OBADIA Alain.....	744.188	VINCENT Pierre.....	744.188
BIARD Joël.....	744.188	GENSOUS Pierre.....	744.188	PAGE Jean-Pierre.....	743.505	VIVANT Bernard.....	744.188
BLANCHARD Pierre.....	744.188	GOND Michel.....	739.838	PARENT Janine.....	668.556	WARCHOLAK Michel.....	738.912
BLANCO Robert.....	744.188	GONORD Marie-Thérèse	744.188	PERENNES Michel.....	742.169	WULFMAN Maurice.....	744.188
BONNEFOY		GUICHARD Alain*.....	744.176	PERRROT Michèle*.....	744.188	ZAGHLOULA Alaya.....	744.188
Jacqueline*.....	744.188	GUINOT Alain.....	744.188	PETTI Jean.....	744.188		
BOUAL Jean-Claude.....	739.901	HEDDE Joël*.....	744.188	PIOT Jacques.....	743.584		
BOURSIER Marie-Pierre.. ..	744.188	HIRSZBERG Thérèse.....	743.345	PIPET Michel.....	744.188		
BRASSARD Josette.....	744.188	HUCK Freddy.....	744.188	PORTERET Christiane.....	744.188		
BRESSOL Eliane.....	744.188	ISABEY Pierre.....	744.188	POTAVIN Jacques.....	744.188		
BROVELLI Lydia.....	744.188	JUQUEL Guy.....	744.188	POUCHOL Alain.....	744.188		
BRUN Robert.....	744.188	JUSTE José.....	744.188	POUPON Thérèse.....	744.188		
CALVETTI Oswald.....	744.188	KOEHLER Pierre.....	742.441	QUEMY Claude.....	744.188		
CARBASSE Marcel*.....	744.188	KRASUCKI Henri.....	743.337	REY Chantal*.....	744.176		
COMMERGNAT Michèle.....	744.188	LACOMBE Bernard.....	744.188	ROGER Pierre.....	744.188		
COZ Michel.....	743.248	LAMOOT Maurice*.....	743.820	ROSSIGNOL Jean-Pierre.. ..	743.908		
DARTIGUES Jean.....	744.188	LANOUE Georges.....	744.188	SAINJON André.....	725.949		
DELBORT Georges.....	744.188	LAROSE Christian.....	743.684	SALMON-THARREAU			
DELUCHAT André.....	860.436	LAROZE Jean-Claude.....	742.253	Sylvie.....	744.188		
DEMONS Maïté.....	744.188	LASSERRE Gisèle.....	744.188	SEGUY Georges.....	744.188		
DESCOINS Monique.....	744.188	LE DUIGOUJ-Christophe	744.188	SEIGNEUR Elizabeth*.....	741.269		
DESORMIERE Bernard*.. ..	744.188	LEFFBvre Daniel*.....	744.188	SERRE Alain.....	744.188		

COMMISSION FINANCIERE ET DE CONTROLE

ALASSONNIERE Danièle.....	744.188
BEAUDON Alain.....	744.188
BERLUREAU Colette*.....	740.280
BORT Michel*.....	744.188
HOURCADE Philippe*.....	744.188
LETELLIER Georges*.....	744.188
OBRIET Jacques.....	744.188
RABATEL Robert.....	744.188
VALLON Ginette.....	744.188

(*) Nouveaux élus